

République de Madagascar



Amour – Patrie – Progrès



Au service
des peuples
et des nations

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

Pays: MADAGASCAR

Document de Projet

Titre du projet	GESTION DU BUDGET POUR LA CROISSANCE INCLUSIVE ET LA REALISATION DES ODD
Effets PNUAD/DPP	Les populations vulnérables, dans les zones d'intervention, accèdent aux opportunités de revenus et d'emplois, améliorent leurs capacités de résilience, et contribuent à une croissance inclusive et équitable pour un développement durable.
Résultats attendus :	Les institutions et les acteurs, au niveau national et local, utilisent des outils et mécanismes facilitant à la fois l'atteinte des OMD/ODD et une aide au développement plus efficace.
Partenaire de Mise en Œuvre :	Ministère des Finance et du Budget (MFB)
Parties Responsables :	Ministère en charge de l'Industrie, du développement, du secteur privé et des petites et moyennes entreprises Ministère en charge en du Commerce et de la consommation, Ministère en charge de l'emploi, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle Ministère de l'Economie et de la Planification INSTAT

Brève description

Le programme « **GESTION DU BUDGET POUR LA CROISSANCE INCLUSIVE ET LA REALISATION DES ODD** », s'inscrit dans le cadre de l'appui apporté par le PNUD pour la lutte contre la pauvreté à Madagascar, à travers l'amélioration des conditions de réalisation des objectifs de développement du pays, notamment les Objectifs Millénaires pour le Développement (OMD) et les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Le programme se base sur le développement et le renforcement des mécanismes liés à la question du financement du développement, et plus précisément la mobilisation et l'utilisation rationnelle des ressources 'publiques' (intérieure et extérieure) pour favoriser l'atteinte des OMD/ODD.

Le présent programme vient en appui à la mise en œuvre des programmes de développement, en l'occurrence le Plan National de Développement (PND) 2015-2019, lequel intègre les OMD/ODD. Il contribue particulièrement à la réalisation des priorités, ainsi qu'au renforcement du cadre de la mise en œuvre du PND, en se focalisant, en particulier, sur la question du financement de ce dernier. Le renforcement de l'efficacité de l'aide au développement constituera un élément important du programme, lequel interviendra dans les activités visant à promouvoir l'appropriation, l'alignement et l'harmonisation de l'aide au développement, à Madagascar.

Les activités inscrites dans le présent programme s'alignent ainsi sur les stratégies et politiques en matière de gestion de finances publiques (politique budgétaire, politiques fiscales, politiques de dépenses, etc.), mais aussi sur les stratégies en matière de coopération financière.

Les activités du programme sont également alignées sur les stratégies globales et la stratégie-pays du PNUD, qui prend en compte les priorités du développement à Madagascar.

Les questions relatives au « genre », à l'environnement, et à la prévention des conflits systématiquement considérées de façon transversale.

Le programme contribuera à la réalisation du produit du programme de pays suivant :

Les institutions et les acteurs, au niveau national et local, utilisent des outils et mécanismes facilitant à la fois l'atteinte des OMD/ODD et une aide au développement plus efficace.

Période du Programme :	2015-2019	Budget PTA 2014 :	995 576 USD
Domaine de Résultats-clés (Plan Stratégique) :		Ressources totales requises :	995 576 USD
Cf. Matrice Plan stratégique		Total des ressources allouées	589 363 USD
Atlas Award ID :		• Fonds réguliers :	589 363 USD
Date de début :	01 janvier 2015	• Autres :	
Date de fin :	31 décembre 2015	Budget non financé :	406 213 USD
Modalité d'exécution : NIM		Contribution en nature :	
Date du CLAP : 17 décembre 2014			

Accord du partenaire de mise en œuvre :

Signature

Date

Accord du PNUD :

Signature

Date

II – PLAN DE TRAVAIL ANNUEL

Produits du projet	Activités prévues	Parties responsables				Compte budg				Disponible	A mobiliser
		T1	T2	T3	T4						
Produit CPD 3 : Les institutions et les acteurs, au niveau national et local, utilisent des outils et mécanismes facilitant à la fois l'atteinte des OMD/ODD et une aide au développement plus efficace.	S/Produit 1: Capacités nationales et régionales de programmation du développement , de coordination et de mise en œuvre des stratégies et politiques nationales et sectorielles favorables à la croissance inclusive, et à l'atteinte des OMD/ODD, développées.										
Indicateur: Disponibilité d'un plan national de développement axé sur les OMD / ODD et tenant compte de la prévention des conflits, de la croissance équitable de la gouvernance environnementale, des changements liés à des risques de catastrophe et climatiques est disponibles et sa mise en œuvre coordonnée, contrôlée et évaluée.	<p>-Appuyer les initiatives visant à redynamiser la pratique du "Budget Programme"</p> <p>-Développer les outils de programmation budgétaire, notamment les grilles d'allocation de ressources dans le programme d'investissement public (PIP)</p> <p>-Elaborer les cadres de dépenses de moyen terme (CDMT) global et sectoriels articulés avec les objectifs définis dans les plans nationaux et sectoriels</p> <p>-Assurer une meilleure information sur le budget et sur le processus budgétaire</p> <p>-Appuyer les dispositifs spécifiques visant à promouvoir la maîtrise des dépenses publiques, notamment la gestion rationnelle des arriérés et de la masse salariale</p> <p>-Appuyer le processus de mise en place d'une mercuriale des prix pour les marchés publics</p>	x	x	x	x	71300 local consultant	60 721	27 309	33 412		
Base de référence : Politique Générale de l'Etat, Pas de Plan National de Développement						72500 Publications	19 412	6 052	13 360		
						75700 Training, Workshops and Conference	2 475	928	1 547		
						74200 audio Visual & print prod cost	26 040	18 009	8 031		
						71200 International consultant	2 707	2 320	387		
						72200 equipment	-	-	-		
Cible : Un plan national de développement à moyen terme validé, axé sur les OMD / ODD et tenant compte de la prévention des conflits, la protection de l'environnement, la croissance équitable, des catastrophes et des risques liés au climat est disponible.					72200 equipment	10 087	-	10 087			
Résultat d'activités 1.2 : Optimisation de la gestion de la trésorerie de l'Etat											
Accompagner le renforcement du système de gestion de la dette publique					x	x	x	x	71300 local consultant	25 436	-
Accompagner le processus de mise en place du compte unique du Trésor									72500 Publications	5 358	-
									619	619	-

Produits du projet	Activités prévues	Parties responsables	Compte budg				Disponibles	A mobiliser
			T1	T2	T3	T4		
	Prendre en charge un spécialiste en finances publiques et ODD						5 538	-
							13 534	-
							387	-
	Résultat d'activités 1.3 : Capacités en matière de conception et mise en œuvre (notamment coordination et suivi de programmes) de politiques financières publiques orientées vers la réalisation des objectifs du développement, en particulier les OMD/ODD, renforcées.						127 384	94 022
	Renforcer les capacités institutionnelles en matière d'analyse des politiques financières publiques et leurs liens avec les objectifs de développement, y compris les OMD/ODD		x	x	x	x	100 851	78 732
	Renforcer les structures de coordination des réformes inhérentes à la sphère des finances publiques						309	309
	Accompagner le développement et le déploiement de la plateforme informatique et des applications du Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFP)						6 285	6 285
	Appuyer les processus d'évaluation des performances dans le domaine de la gestion des finances publiques						6 095	6 095
	Résultat d'activité 1.4 : Le cadre de concertation et d'action public-privé pour le suivi des réformes visant l'amélioration de l'environnement des affaires, est redynamisé.						13 534	2 601
							48 497	11 242
	Renforcer le cadre institutionnel du dialogue public-privé (DPP)		x	x	x	x	6 694	3 347
	Mettre en place un cadre stratégique de suivi des réformes visant l'amélioration de l'environnement des affaires						928	309

Produits du projet	Activités prévues	Parties responsables	Compte budg				Disponible	A mobiliser				
			T1	T2	T3	T4						
	Prendre en charge un spécialiste en Pauvreté et emplois						9 057	6 019	3 038			
							75700 Training, Workshops and Conference					
							71400 Service contract	16 241	16 241	-		
			71200 International consultant	15 576	11 029	4 547						
	TOTAL S/Produit 1		262 038				123 362	138 676				
	S/Produit 2: Capacités de mobilisation des ressources pour financer le plan d'action des ODD, renforcées											
	Résultat d'activités 2.1 : Mécanisme et outils de mobilisation des ressources intérieures-(fiscales et non-fiscales), développés et opérationnalisés.											
	Appuyer les initiatives visant à élargir l'assiette fiscale et le tissu fiscal		x	x	x	x	71300 local consultant	37 477	20 742			
	Accompagner les actions de renforcement des capacités de l'Administration fiscale											
	Appuyer le développement d'outils et la mise en place de mécanismes visant à améliorer les opérations fiscales vis-à-vis des usagers									72500 Publications	2 166	928
Appuyer la réforme du système de détermination des valeurs en douanes	75700 Training, Workshops and Conference									16 998	7 789	9 209
	Appuyer la modernisation du système d'information de la Douane	72200 Equipement et fourniture	10 828	4 718	6 110							
	Accompagner le processus de renforcement du système de gestion des risques dans les opérations de dédouanement	71200 Inter consultant	9 482	-	9 482							
	Mettre en place et opérationnaliser un nouveau cadre juridique, technique et institutionnel en matière de PPP	71600 travel	2 812	2 812	-							
	Résultat d'activité 2.2 : Appui à l'organisation de la table ronde des donateurs (préparation de notes stratégiques, mobilisation des partenariats, etc.) et à la participation des responsables et experts Malgache à l'évènement. effectif.		34 033				29 100	4 933				

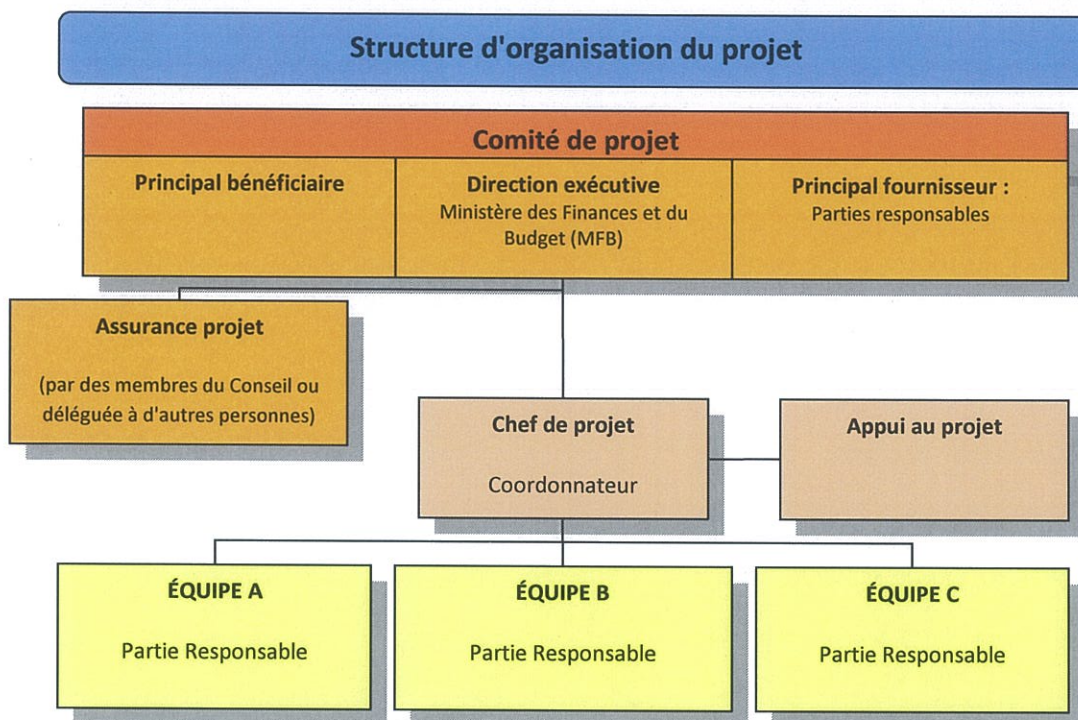
Produits du projet	Activités prévues	Parties responsables	Compte budg				Disponible	A mobiliser
			T1	T2	T3	T4		
	Réaliser les études spécifiques préalables à la Table Ronde et préparer la documentation qui va servir de référence lors de l'évènement	x	x				6 694	-
	Financer la participation de responsables et experts malgaches à la Table Ronde						2 363	-
							309	-
							24 667	4 933,44
							113 795	51 714
	TOTAL S/Produit 2						62 081	
	S/Produit 3: Capacités en analyse des financements extérieurs du développement et de la coordination des appuis des partenaires au développement, renforcées							
	Résultat d'activités 3.1: La coordination des interventions des partenaires au développement au niveau central, régional et sectoriel, renforcée.						286 424	205 822
	Appropriation :		x	x	x	x		
	-Mettre en place une politique nationale de coopération au développement						5 667	17 364,85
	-Mettre en place une cellule technique (actuellement le comité post-Busan) en charge de faciliter la mise en œuvre des recommandations internationales pour l'efficacité de la coopération au développement						1 019	1 237,43
	-Promouvoir l'implication des acteurs du développement en faveur d'une coopération au développement plus efficace						28 209	99 111,45
	-Madagascar améliore continuellement ses connaissances et pratiques en matière d'efficacité de la coopération au développement, et contribue aux échanges internationaux sur cette problématique.(1.4)						-	8 800,46
	-Promouvoir l'implication des acteurs du développement en faveur d'une coopération au développement plus efficace						48 000	35 500,00
	-Madagascar améliore continuellement ses connaissances et pratiques en matière d'efficacité de la coopération au développement, et contribue aux échanges internationaux sur cette problématique.(1.4)						57 838	43 808,20

Produits du projet	Activités prévues	Parties responsables	Compte budg				Disponible	A mobiliser
			T1	T2	T3	T4		
	Alignement : -Les PTF s'alignent sur les priorités nationales, en fonction de leurs avantages comparatifs.(2.1) -Les systèmes nationaux sont utilisés, autant que possible, dans la gestion de la coopération au développement.(2.2) -Les contenus des formations délivrées et des outils diffusés dans le cadre des programmes soutenus par les partenaires au développement sont alignés sur les contenus officiels(2.3)		x	x	x	x	225 000	225 000
	Harmonisation: -Gérer ensemble les risques pouvant fragiliser l'efficacité de la coopération au développement (3.1) Gestion axée sur les résultats: -Les interventions des Partenaires au développement suivent l'approche de la gestion axée sur les résultats et contribuent à l'atteinte des résultats de la -Les résultats de la mise en œuvre de la politique nationale de coopération au développement sont suivis et évalués.4.2		x	x	x	x		
	Responsabilité mutuelle: -La concertation inclusive autour de la coopération au développement permet l'implication des différents acteurs à un usage optimal des ressources extérieures.5,1 -Promouvoir l'utilisation des informations concernant la coopération au développement par les acteurs du développement et le grand public 5.2 -Les acteurs du développement et le grand public utilisent les informations sur la coopération au développement pour leurs besoins spécifiques.5.3 -Promouvoir le respect des modalités de l'approche programme dans les interventions des PTF n'utilisant pas l'appui budgétaire (cf.		x	x	x	x		

Produits du projet	Activités prévues	Parties responsables	Compte budg				Disponible	A mobiliser
			T1	T2	T3	T4		
	définition OCDE).							
	<p>-Promouvoir l'approche de gestion axée sur les résultats dans les interventions des Partenaires au développement tout en assurant l'alignement sur les résultats de la stratégie nationale de développement</p> <p>-Assurer le suivi et évaluation des résultats de la mise en œuvre de la politique nationale de coopération au développement</p> <p>-Promouvoir la concertation inclusive autour de la coopération au développement en vue de l'implication des différents acteurs à un usage optimal des ressources extérieures</p> <p>Prendre en charge un expert international en coordination de la coopération pour le développement</p>							
	Résultat d'activités 3.2: Réalisation de l'enquête (OCDE - PNUD) 2015 du suivi du Partenariat Mondial (Busan)						16 011	-
							71300 local consultant	2 844
							72500 Publications	619
				x			71200 Inter consultant	11 756
							75700 Training, Workshops and Conference	793
	Résultat d'activités 3.3: Développement d'outils et production de notes analytiques sur l'état actuel et les perspectives de la coopération au développement.		x	x	x	x	29 131	-
							71300 local consultant	8 532
							72500 Publications	1 237
							71200 Inter consultant	11 756
							75700 Training, Workshops and Conference	7 605
								-

Produits du projet	Activités prévues	Parties responsables	Compte budg				Disponible	A mobiliser			
			T1	T2	T3	T4					
TOTAL S/Produit 3							537 388	205 822			
S/Produit 4: Programme bien géré											
Résultat d'activité 4.1: Le programme dispose des compétences et des matériels nécessaires pour assurer la gestion efficace des ressources et l'atteinte des résultats.											
	Prendre en charge le coordonnateur du projet		x	x	x	x	71400 Service Contract	38 347	-		
	Prendre en charge un AAF et 2 chauffeurs		x	x	x	x	72200 Equipement et fourniture	12 140	-		
	Acquérir les matériels et fournitures pour le fonctionnement du programme		x	x	x	x	73100 Utilities	3 867	-		
	Résultat d'activité 4.2: Les procédures et les principes de gestion des projets sont respectés à tous les niveaux.					28 000	18 000	10 000			
	Mettre en oeuvre le plan de suivi et d'encadrement dans le cadre de l'application de la HACT		x	x	x	x	75700 Training, Workshops and Conference	28 000	10 000,00		
TOTAL S/Produit 4							82 354	72 354	10 000		
TOTAL GENERAL									995 576	589 363	406 213

III – ARRANGEMENT DE GESTION



3.1. Le **partenaire de mise en œuvre** est le ministère en charge de l'Economie et de la planification. Il est responsable et redevable de la mise en œuvre du projet, la réalisation des produits attendus du projet, et l'utilisation efficace des ressources allouées au projet.

3.2. La **partie responsable** est une entité choisie pour agir au nom du Partenaire de mise en œuvre afin de tirer profit de leurs compétences spécialisées, d'atténuer les risques et de diminuer les lourdeurs administratives, sur la base d'un document ou contrat écrit lui permettant d'acheter des biens ou fournir des services financés sur le budget du projet,

Toutes les parties responsables sont directement redevables devant le partenaire de mise en œuvre en conformité avec les termes de leur accord ou du contrat signés entre les deux parties.

3.3. Le **Comité de Projet** est la principale instance décisionnelle du projet, en charge des orientations du projet et de la validation de ses résultats. Il comprend les fonctions suivantes :

- **L'Exécutif**, qui préside le Comité de projet, est désigné par **le Ministère en charge de l'Economie et de la Planification**. Il a la responsabilité de l'utilisation efficace des ressources du PNUD allouées au projet et de l'obtention des résultats (Cf. Réglementation Financière 27.01). Le Directeur National, sous l'autorité du partenaire de mise en œuvre, est l'ordonnateur sur le budget du projet. Il approuve les demandes de services (réquisitions) et les demandes de paiement.

- Le **Partenaire de développement** ou **Fournisseur principal** représente les intérêts des parties qui financent et / ou fournissent de l'expertise technique pour le projet. La fonction du fournisseur principal au sein du Comité est de fournir des orientations concernant la faisabilité technique et financière du projet. Le fournisseur principal est donc constitué par les structures censées réaliser les produits du projet.

A ce titre, il comprendra les représentants du partenaire de mise en œuvre, des parties responsables, des ministères sectoriels concernés, du PNUD et d'autres donateurs et agences spécialisées éventuels.

- Les **Représentants des bénéficiaires** ou **Bénéficiaires principaux** représentent les intérêts des bénéficiaires du programme/projet. Ils ont pour fonction principale d'assurer au sein du comité de pilotage la réalisation des résultats du projet dans la perspective des bénéficiaires du projet. Leur rôle est de défendre les intérêts de tous ceux qui vont bénéficier du projet, ou ceux pour lesquels les livrables résultant des activités permettront d'atteindre des cibles spécifiques. Les bénéficiaires principaux suivent l'avancement du projet conformément aux cibles fixés et aux critères de qualité.

Cette fonction est assurée par les communautés, les communes, les régions, les structures d'appui à l'entrepreneuriat et à la promotion des opportunités d'emploi et de revenu.

- L'**Assurance de projet** est le rôle de tous les membres du Comité de projet, mais elle peut être déléguée. Elle appuie le comité en assurant une fonction objective et indépendante de surveillance et de suivi sur le projet. Ce rôle s'assure que les principales étapes du projet sont mises en œuvre et complétées.

Pour le PNUD, l'assurance du projet revient au Chargé de Programme lutte contre la pauvreté.

- 3.4. Le **gestionnaire de projet** est le **Coordonnateur du Programme**. Il est responsable de la mise en œuvre quotidienne du projet, au nom du partenaire de mise en œuvre, et dans les limites accordées par le Comité de projet. La principale responsabilité du gestionnaire de projet est de s'assurer que le projet délivre les produits spécifiés dans le document de projet selon les normes de qualités requises et en respectant les contraintes de temps et de coût.

Le gestionnaire de projet est le certificateur sur le budget du projet.

Le Directeur National, son suppléant et le Coordonnateur de Programme assurent conjointement la réalisation des activités opérationnelles aussi bien au niveau central qu'au niveau décentralisé et sont co-responsables de la qualité des résultats du projet. Ils sont redevables de l'utilisation efficiente et efficace des ressources, ainsi que de l'utilisation rationnelle des biens et équipements acquis dans le cadre de ce projet, dans le respect des procédures en vigueur.

- 3.5. Le Directeur National et le Coordonnateur de Programme sont assistés par une unité technique et une unité administrative.

- L'unité technique est composée par des spécialistes des thématiques du Programme.

- L'unité administrative et financière est composée par des assistants administratifs / financiers et des chauffeurs. Cette unité a la responsabilité de veiller à l'observance des procédures administratives et financières applicables.

Par ailleurs, le Directeur National de Programme doit procéder à la nomination de son suppléant.

3.6. Les remises d'espèces aux Partenaires de mise en œuvre se feront selon les dispositions du CPAP contenues dans les alinéas 6.4 à 6.9.

Des formations seront organisées, selon les besoins, en vue du renforcement des capacités de l'équipe de mise en œuvre.

3.7. Afin d'assurer une gestion financière saine des ressources du projet, les dispositions des paragraphes 7.1 et 7.5 du CPAP s'appliqueront.

VI – CADRE DE SUIVI ET EVALUATION

Vis à vis des dispositions mentionnées dans le CPAP, le mécanisme de suivi et d'évaluation est entrepris conformément à la matrice des résultats de l'UNDAF ainsi qu'au plan de suivi et d'évaluation du programme. L'objectif étant de veiller à une utilisation efficace des ressources du programme ainsi qu'à la redevabilité, la transparence et l'intégrité. Le partenaire de mise en œuvre présentera des rapports de progrès trimestriels sur les réalisations et les résultats du projet, les risques, les problèmes rencontrés lors de l'exécution du projet ainsi que l'utilisation des ressources comme il en a été convenu dans le PTA, conformément aux dispositions et du PNUD en la matière.

Sur une base trimestrielle :

- Une évaluation de la qualité enregistrera les progrès réalisés vers l'atteinte des résultats clés, basée sur les critères de qualité et les méthodes consignées dans le tableau de gestion de la qualité ;
- Un journal des problèmes sera activé dans Atlas et mis à jour par le chef de projet afin de faciliter le suivi et la résolution de problèmes potentiels ou des demandes de modification ;
- Un journal des risques fondé sur une analyse initiale des risques (voir journal des risques en annexe) sera activé dans Atlas et régulièrement mis à jour en fonction des facteurs de l'environnement externe qui pourraient affecter la réalisation du projet ;
- Un rapport trimestriel d'avancement fondé sur les informations susmentionnées enregistrées dans Atlas sera soumis par le chef de projet au Comité de projet par le biais de l'assurance projet. Ce rapport suivra le format de rapport standard disponible dans l'Executive Snapshot ;
- Un journal des enseignements sera activé et régulièrement mis à jour pour assurer l'apprentissage et l'adaptation continus au sein de l'organisation et faciliter la préparation du rapport sur les enseignements à la fin du projet ;
- Un plan de suivi du calendrier sera activé dans Atlas et mis à jour afin de suivre les actions/événements clés en matière de gestion.

Annuellement :

- **Visites du projet :** Des représentants du PNUD et du gouvernement devraient visiter le projet au moins une fois par an. Les visites de terrain servent à valider les résultats, plus particulièrement ceux obtenus au cours de la période précédant la visite. Si entreprise pendant la dernière partie de l'année d'exercice, la visite de terrain devrait fournir les

dernières informations relatives à l'avancement du projet vis à vis du rapport annuel. Chaque visite de terrain devrait être suivie de l'élaboration d'un bref document faisant office de rapport qui sera déposé au plus tard une semaine après le retour au bureau ;

- **Rapport d'examen annuel** : Un rapport d'examen annuel sera rédigé par le chef de projet et transmis au Comité de projet et au Comité des résultats. Le rapport d'examen annuel devra au minimum contenir le format type du rapport trimestriel d'activité d'Atlas, couvrant toute l'année, ainsi que des informations à jour sur chacun des éléments mentionnés du rapport trimestriel ainsi qu'une synthèse des résultats obtenus par rapport aux cibles prédéfinies au niveau des produits.
- **Examen annuel du projet** : Sur la base du rapport ci-dessus, le projet fera l'objet d'un examen annuel durant le quatrième trimestre de l'année ou juste après, afin d'analyser la performance du projet et valider le plan de travail annuel pour l'année suivante. Durant la dernière année, cet examen se fera sous forme d'évaluation finale. Cet examen est mené par le Comité de projet et peut impliquer d'autres parties prenantes si besoin. Il portera sur les progrès réalisés vers l'obtention des produits escomptés et veillera à ce que ces derniers restent cohérents avec les résultats appropriés.

V – CADRE LEGAL

Le Plan de travail annuel, qui, avec le CPAP signé par le Gouvernement et le PNUD, constituent un Document de Projet tel que défini dans l'Accord de Base Type en matière d'Assistance (SBAA). Par ailleurs, toutes les dispositions du CPAP sont applicables à ce document.

En accord avec l'article III de l'Accord de Base Type en matière d'Assistance (SBAA), la responsabilité de la sûreté et de la sécurité du partenaire de mise en œuvre, de son personnel et de ses biens, ainsi que des biens du PNUD placés sous la garde des Partenaires de mise en œuvre, incombe aux Partenaires de mise en œuvre.

Le Partenaire de mise en œuvre devra :

- a) Mettre en place un plan de sécurité approprié et le maintenir, en prenant en considération la situation de la sécurité dans le pays de mise en œuvre du projet ;
- b) Assumer tous les risques et responsabilités liés à la sécurité du Partenaire de mise en œuvre et la pleine exécution du plan de sécurité.

Le PNUD se réserve le droit de vérifier si un tel plan est en place, et d'en proposer des modifications si nécessaire. Le fait de ne pas mettre en œuvre et de tenir un plan de sécurité approprié tel qu'il est requis ci-après sera considéré comme une violation de cet accord.

Les Partenaires de mise en œuvre s'engage à entreprendre tous les efforts raisonnables pour veiller à ce qu'aucun des fonds reçus en vertu de ce Document de Projet ne soit utilisé pour soutenir des personnes ou des entités associées au terrorisme et que les bénéficiaires des sommes éventuellement fournies par le PNUD ci-dessous n'apparaissent pas sur La liste tenue par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999). La liste est accessible au <http://www.un.org/Docs/sc/committees/1267/1267ListEng.htm>.

Cette disposition doit être incluse dans tous les contrats de sous-traitance ou les sous-accords conclus dans le cadre de ce Document de Projet.